

FO met en garde les pouvoirs publics contre une dilution de la part de l'Etat dans le capital de GDF SUEZ.

La presse d'hier annonce que GDF SUEZ aurait des velléités de prendre une participation majoritaire dans l'opérateur d'électricité britannique International Power qui détient dans le monde une soixantaine de centrales électriques et ceci, pour un montant de plus de 7 milliards d'euros.

Cette annonce intervient dans un contexte où le groupe a obtenu ces derniers mois des hausses conséquentes du prix du gaz et ne peut qu'inquiéter FO Energie et Mines et le personnel de GDF SUEZ.

La privatisation de GDF Suez avait été présentée par les Gouvernements Villepin puis Fillon comme devant conforter la place de Gaz de France dans le gaz. Or, les investissements envisagés aujourd'hui montrent que c'est dorénavant l'électricité qui est la cible de la société !

FO Energie et Mines rappelle en outre que la loi de 2006 oblige l'Etat à conserver le tiers du capital de GDF Suez et met en garde les pouvoirs publics contre toute manœuvre visant à créer les conditions pour diluer encore plus la part de l'Etat.

FO Energie et Mines affirme que le secteur de l'énergie ne doit pas être laissé à la seule main des marchés. Elle réitère, comme elle l'a fait pour EDF (achats de British Energy et de Constellation) que le développement international ne doit pas se faire au détriment du service public en France.

FO Energie et Mines demande enfin que l'Etat joue pleinement son rôle au sein du Conseil d'Administration de GDF SUEZ pour que l'entreprise respecte pleinement ses missions de service public dans l'intérêt de la Nation et de ses clients.

Paris, le 20 juillet 2010.